



CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2026
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Affaires Générales - Algemene Zaken

1 Interpellation citoyenne : vente de l'espace vert communal en face de notre commissariat de police, avenue Van Overbeke

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne suivante :

Merci de nous avoir invitées à venir prendre la parole ce soir.

Par la présente, nous souhaitons vous interpellier en tant que citoyennes de la commune au sujet du projet de vente de l'espace vert communal du "TOP" (en face de notre commissariat) en vue de la construction d'immeubles à appartements.

Notre préoccupation en tant que citoyens n'a pas pu être entendue lors du dernier conseil communal. Nous n'avons cependant pas baissé les bras et souhaitons tout d'abord remettre les choses au clair, suite à ce qui a été dit, ici même, le 12 février dernier.

Nous avons déposé l'interpellation citoyenne trop tard, sachant qu'une interpellation citoyenne doit être déposée 10 jours francs avant un conseil ; raison pour laquelle notre demande initiale était de reporter le point de la vente du terrain au conseil suivant afin de pouvoir y faire notre interpellation citoyenne dans les temps et dans les règles. Quelle ne fut donc pas notre surprise lorsque, malgré cette règle, vous nous avez invitées à déposer notre requête, 48h avant ledit conseil, ce qui n'était malheureusement pas possible pour nous. D'ailleurs, nous estimons difficile de suivre le ROI qui stipule qu'il faut introduire une interpellation 10 jours francs avant le conseil communal, étant donné que l'ordre du jour est divulgué une semaine avant.

Ceci étant dit, pour en revenir au sujet qui nous occupe ce soir, une des particularités de notre commune qui fait la fierté de ses habitant.e.s, vous le savez, ce sont ses espaces verts ouverts aux citoyen.ne.s. Le 'TOP' fait partie de ces écrans de verdure accessibles au public, surtout dans cette zone très dense en appartements sans jardin. Ces lieux de nature, de rassemblement, jouent un rôle essentiel pour la qualité de vie des habitant.e.s : ils offrent des espaces de respiration, de rencontre, de loisirs, et contribuent au bien-être, à la santé des habitant.e.s, de la

faune et de la flore, et donc aussi contribuent à la protection de notre environnement. La disparition de l'un de ces espaces, comme il est prévu, constituerait une perte irréversible pour les habitant.e.s actuel.le.s et futur.e.s. Il s'agit là de l'argument principal qui ressort des commentaires de la pétition mise en ligne depuis le vendredi 6 février 2026 qui s'oppose au projet de vente, et qui a récolté 865 signatures à l'heure d'écrire ces lignes le dimanche 15 mars 2026. En six semaines, ce sont donc plus de 850 personnes, dont près de 500 Ganshorenois.es qui ont signé cette pétition. Ce sont également plus de 300 citoyen.ne.s de notre commune au total qui ont signé nos pétitions pour une interpellation citoyenne, presque 70 pour celle du 12 février 2026, et 257 pour celle-ci.

Comment répondez-vous à toutes ces personnes qui se sentent concernées par la vente de cet espace vert communal, et qui veulent faire entendre leurs voix ?

Par ailleurs, nous espérons que vous n'êtes pas sans savoir que le magnifique platane sur la parcelle du TOP fait partie de l'inventaire du patrimoine naturel de la commune. Ce vieux platane aurait une centaine d'années.

Qu'allez-vous faire pour le protéger dans le cadre de cette vente, si vous comptez le protéger ?

Et, plus généralement, d'un point de vue écologique, comment justifiez vous la vente d'un espace vert à l'heure actuelle ? Vu la situation climatique, un parti politique, et surtout la majorité, devrait se préoccuper de nos espaces verts et avec cela de notre santé.

Nous savons toutes et tous à quel point quelques arbres suffisent pour rafraîchir et faire baisser la température en cas de canicule, et comment les terrains verts absorbent l'eau en cas de fortes pluies. Il est évident que ces événements ne feront que s'accroître les prochaines années.

La population de Ganshoren est vieillissante, même si elle a rajeuni ces derniers temps. Elle sera la première à souffrir des périodes de canicule. Et nous citons votre note de politique générale toute fraîche, rédigée il y a 6 mois, en septembre 2025: « Ganshoren est riche en espaces verts (...), elle doit relever de nombreux défis environnementaux tels que les îlots de chaleur (...) ». Et face à cette constatation, à notre grand étonnement, le conseil communal décide de bétonner encore plus.

Si notre préoccupation première quant à la vente de ce terrain était celle de l'écologie, celle-ci a fortement évolué au cours des dernières semaines. Au fur et à mesure des rencontres avec nos concitoyen.ne.s, nos voisin.es, des gens croisés dans la rue que nous ne connaissions pas... tous nous ont exprimé leur ras-le-bol et mécontentement quant au manque de concertation et d'information de la part de la commune. On peut citer le cas des parkings payants, ou le retrait des poubelles, c'est encore le cas aujourd'hui pour la vente du TOP.

Ce qui nous interpelle encore plus, c'est de découvrir dans votre note de politique dans la partie « une commune responsable, accueillante et participative » le point suivant, et je cite : « organiser une information et une consultation citoyenne sur les projets d'ampleur initiés par

la commune (construction d'un bâtiment, (...) espace public...) et en assurer le suivi ».

Dans le cadre de cette vente, pouvez-vous nous dire de quelle manière cette information et cette consultation ont été faites ?

Soyons de bon ton : nous comprenons que le conseil communal a des obligations, qu'il faut parfois trancher et que vous ne pourrez jamais contenter tout le monde. Nous connaissons aussi la réalité économique tendue, notamment suite aux décisions des partis de la majorité fédérale – pas besoin de les citer- dont les conséquences retombent à présent sur les communes.

Vous avez beaucoup argumenté sur le fait que cette vente engendrerait des ressources financières à la commune.

Mais concrètement : quelles alternatives à la vente de ce terrain ont sérieusement été étudiées ? Au conseil du 12/2/2026, les deux partis de l'opposition ont proposé de prendre juste un peu le temps, de voir ensemble s'il y avait un autre moyen de renflouer les caisses communales. Cette proposition a été refusée rapidement.

Nous espérons que cela signifie que oui, vous aviez analysé ces alternatives et que le choix de vendre était bien la seule et unique solution.

Nous souhaitons très sincèrement entendre ce soir les alternatives étudiées qui n'ont pas répondu aux besoins. Sinon, pourriez-vous nous expliquer pour quelles raisons ce n'était pas possible alors de remettre le vote plus tard et d'écouter les citoyen.ne.s et l'opposition ? Pourquoi cette précipitation ?

Enfin, sur le long terme, nous nous demandons :

Combien d'autres terrains seront à nouveau vendus ainsi à l'avenir?

Quelles sont les mesures structurelles et pérennes que vous comptez prendre pour ne plus devoir vendre ainsi les bijoux de famille, pour équilibrer le budget à long terme ? – sachant qu'à l'heure actuelle, aucun montant ne vaut un espace vert.

Merci d'avance de bien vouloir répondre à ces différentes questions.

Burgerinterpellatie : verkoop van de groene ruimte tegenover het politiekantoor, Van Overbekelaan

DE RAAD,

Neemt kennis van de volgende interpellatie :

Dank u dat u ons heeft uitgenodigd om vanavond het woord te nemen.

Met deze tussenkomst willen wij ons tot u richten als burgers van de gemeente over het project om de gemeentelijke groene ruimte van de "TOP" (tegenover ons commissariaat) te verkopen met het oog op de bouw van appartementsgebouwen.

Onze bezorgdheid als burgers kon tijdens de laatste gemeenteraad niet worden gehoord. We hebben echter niet opgegeven en willen eerst enkele zaken rechtzetten naar aanleiding van wat hier op 12 februari werd gezegd.

Wij hadden de burgerinterpellatie te laat ingediend, wetende dat een burgerinterpellatie 10 volle dagen vóór een gemeenteraad moet worden ingediend. Daarom was ons oorspronkelijke verzoek het punt over de verkoop van het terrein uit te stellen tot de volgende gemeenteraad, zodat wij onze burgerinterpellatie tijdig en volgens de regels konden indienen. Onze verbazing was dan ook groot toen u ons, ondanks deze regel, 48 uur vóór die gemeenteraad uitnodigde om de interpellatie tijdens de zitting voor te stellen, wat voor ons helaas niet mogelijk was. Bovendien lijkt het moeilijk om het Huishoudelijk Reglement na te leven, dat voorschrijft dat een interpellatie 10 volle dagen vóór de gemeenteraad moet worden ingediend, aangezien de agenda pas een week op voorhand wordt bekendgemaakt.

Dat gezegd zijnde, om terug te komen op het onderwerp dat ons vanavond bezighoudt: een van de kenmerken van onze gemeente waar de inwoners trots op zijn, zijn de groene ruimtes die toegankelijk zijn voor de burgers. De "TOP" maakt deel uit van deze groene plekjes die voor het publiek toegankelijk zijn, vooral in deze zone die zeer dicht bebouwd is met appartementen zonder tuin. Deze natuurlijke ontmoetingsplaatsen spelen een essentiële rol in de levenskwaliteit van de inwoners: ze bieden ruimte om adem te halen, elkaar te ontmoeten en te ontspannen, en dragen bij aan het welzijn en de gezondheid van de inwoners, van de fauna en de flora, en dus ook aan de bescherming van ons milieu. Het verdwijnen van een van deze ruimtes, zoals nu gepland is, zou een onomkeerbaar verlies betekenen voor huidige en toekomstige inwoners. Dat is trouwens het belangrijkste argument dat naar voren komt uit de opmerkingen bij de petitie die sinds vrijdag 6 februari 2026 online staat en die zich verzet tegen het verkoopproject. Op het moment van schrijven, zondag 15 maart 2026, had deze petitie al 865 handtekeningen verzameld. In zes weken tijd hebben dus meer dan 850 personen, onder wie bijna 500 inwoners van Ganshoren, deze petitie ondertekend. Daarnaast hebben in totaal ook meer dan 300 burgers van onze gemeente onze petitie voor een burgerinterpellatie ondertekend: bijna 70 voor die van 12 februari 2026 en 257 voor deze.

Hoe reageert u op al deze mensen die zich betrokken voelen bij de verkoop van deze gemeentelijke groene ruimte en hun stem willen laten horen?

Verder hopen wij dat u weet dat de prachtige plataan op het perceel van de "TOP" deel uitmaakt van de inventaris van het natuurlijke erfgoed van de gemeente. Deze oude plataan zou ongeveer honderd jaar oud zijn.

Wat gaat u doen om hem te beschermen in het kader van deze verkoop, indien u van plan bent hem te beschermen?

En meer in het algemeen, vanuit ecologisch standpunt: hoe rechtvaardigt u vandaag de verkoop van een groene ruimte? Gezien de klimaatsituatie zou een politieke partij – en zeker de meerderheid – zich moeten bekommeren om onze groene ruimtes en dus ook om onze gezondheid.

We weten allemaal hoe enkele bomen al volstaan om tijdens hittegolven voor verkoeling te zorgen en de temperatuur te doen dalen, en hoe groene terreinen water opnemen bij hevige

regenval. Het is duidelijk dat dergelijke gebeurtenissen de komende jaren alleen maar zullen toenemen.

De bevolking van Ganshoren vergrijst, ook al is ze de laatste tijd wat jonger geworden. Zij zal als eerste lijden onder periodes van hittegolven. En we citeren uit uw vrij recente algemene beleidsnota, geschreven zes maanden geleden, in september 2025: “Ganshoren is rijk aan groene ruimtes (...) en staat voor tal van milieu-uitdagingen zoals hitte-eilanden (...)”. En ondanks deze vaststelling besluit de gemeenteraad, tot onze grote verbazing, nog meer te betonen.

Hoewel onze eerste bezorgdheid over de verkoop van dit terrein vooral ecologisch was, is die de voorbije weken sterk geëvolueerd. Naarmate we gesprekken voerden met onze medeburgers, onze burens en mensen die we op straat ontmoetten en niet eens kenden, hebben zij allemaal hun ongenoegen en frustratie geuit over het gebrek aan overleg en informatie vanuit de gemeente. We kunnen bijvoorbeeld verwijzen naar het dossier van de betalende parkings of de verwijdering van vuilnisbakken; en vandaag is het opnieuw het geval met de verkoop van de "TOP".

Wat ons nog meer verbaast, is dat we in uw beleidsnota, in het hoofdstuk “een verantwoordelijke, gastvrije en participatieve gemeente”, het volgende punt lezen – ik citeer: “het organiseren van informatie en burgerconsultatie over grootschalige projecten die door de gemeente worden geïnitieerd (bouw van een gebouw, (...) openbare ruimte ...) en het opvolgen ervan”.

In het kader van deze verkoop: kan u ons zeggen op welke manier die informatie en consultatie zijn georganiseerd?

Laat ons redelijk blijven: wij begrijpen dat de gemeenteraad verplichtingen heeft, dat er soms knopen moeten worden doorgehakt en dat u nooit iedereen tevreden kunt stellen. Wij kennen ook de gespannen economische realiteit, onder meer als gevolg van beslissingen van de partijen van de federale meerderheid – die we niet hoeven te noemen – waarvan de gevolgen nu op de gemeenten neerkomen.

U heeft sterk benadrukt dat deze verkoop financiële middelen voor de gemeente zou opleveren.

Maar concreet: welke alternatieven voor de verkoop van dit terrein zijn ernstig onderzocht? Tijdens de gemeenteraad van 12/02/2026 hebben de twee oppositiepartijen voorgesteld om gewoon wat tijd te nemen en samen te bekijken of er geen andere manier was om de gemeentekas aan te vullen. Dat voorstel werd snel afgewezen.

Wij hopen dat dit betekent dat u die alternatieven inderdaad heeft geanalyseerd en dat de keuze om te verkopen werkelijk de enige oplossing was.

Wij willen vanavond oprecht horen welke alternatieven zijn onderzocht maar niet aan de behoeften voldeden. Zo niet, kan u ons uitleggen waarom het toen niet mogelijk was om de stemming uit te stellen en naar de burgers en de oppositie te luisteren? Waarom die haast?

Tot slot vragen wij ons op langere termijn het volgende af:

Hoeveel andere terreinen zullen in de toekomst op die manier nog verkocht worden?

Welke structurele en duurzame maatregelen bent u van plan te nemen zodat men niet langer de “familiejuwelen” moet verkopen om de begroting op lange termijn in evenwicht te brengen? Want vandaag is er geen enkel bedrag dat een groene ruimte kan vervangen.

Alvast bedankt om op deze verschillende vragen te willen antwoorden.

32 annexes / 32 bijlagen

Untitled30.jpeg, Untitled33.jpeg, Untitled13.jpeg, Untitled16.jpeg, Untitled22.jpeg, Untitled11.jpeg, Untitled27.jpeg, Untitled19.jpeg, Untitled24.jpeg, Untitled8.jpeg, Untitled17.jpeg, Untitled21.jpeg, Untitled14.jpeg, Untitled5.jpeg, Untitled25.jpeg, Untitled10.jpeg, Untitled2.jpeg, Untitled28.jpeg, Untitled29.jpeg, Untitled26.jpeg, Untitled3.jpeg, Untitled12.jpeg, Untitled9.jpeg, Untitled18.jpeg, Untitled6.jpeg, Untitled4.jpeg, Untitled7.jpeg, Untitled31.jpeg, Untitled.jpeg, Untitled15.jpeg, Untitled20.jpeg, Untitled23.jpeg

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 12.02.2026 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le projet de procès-verbal de la séance du 12 février 2026 ;

DECIDE :

De prendre connaissance du projet de procès-verbal de la séance du 12 février 2026, établi conformément à l'article 108 bis de la nouvelle loi communale et d'approuver ce projet de procès-verbal.

Proces-verbaal van de zitting van de gemeenteraad van 12.02.2026 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van proces-verbaal van de zitting van 12 februari 2026 ;

BESLUIT :

Kennis te nemen van het ontwerp van proces-verbaal van de zitting van 12 februari 2026, opgesteld conform artikel 108 bis van de nieuwe gemeentewet, en het ontwerp van proces-verbaal goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

CC PV 12.02.26.pdf

C.P.A.S. - O.C.M.W.

3 CPAS - Exercice 2026 - Modification budgétaire n° 1

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mars 2019 modifiant la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976;

Considérant la proposition de modification budgétaire n°1 du CPAS pour l'année 2026 (en annexe) ;

Considérant que le sujet a été soumis au comité de concertation CPAS-commune pour concertation ;

DECIDE :

D'approuver la modification budgétaire n°1 du CPAS pour l'exercice 2026.

OCMW - Dienstjaar 2026 - Begrotingswijziging nr 1

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 14 maart 2019 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het voorstel tot begrotingswijziging nr. 1 van het OCMW voor het jaar 2026 (in bijlage);

Overwegende dat het onderwerp ter overleg is voorgelegd aan het overlegcomité van OCMW en gemeente;

BESLUIT:

De begrotingswijziging nr. 1 van het OCMW voor het begrotingsjaar 2026 goed te keuren.

6 annexes / 6 bijlagen

*20260127-A-0010-AN-001.pdf, 20260127-A-0010-DE-NL.pdf, 20260127-A-0010-AN-003.pdf,
20260127-A-0010-AN-002.pdf, 20260127-A-0010-DE-FR.pdf, 20260127-A-0010-AN-004.pdf*

Finances - Financiën

4 Budget 2025 - Modification budgétaire 99

LE CONSEIL,

Considérant que certaines allocations prévues au budget 2025 doivent être révisées;

Considérant qu'à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2025, *les insuffisances de crédits constatées après l'arrêt définitif du formulaire T3 feront l'objet de modifications budgétaires votées par le Conseil Communal (...)* Ces modifications budgétaires porteront exclusivement sur des dépenses du service ordinaire et seront prises conformément aux articles 16 et 73 du R.G.C.C. Ces dépenses ne peuvent pas porter d'engagements nouveaux ;

DECIDE :

De modifier le budget 2025 de la commune et d'arrêter le nouveau résultat du budget aux chiffres figurant dans le tableau repris en annexe.

Begroting 2025 - Begrotingswijziging 99

DE RAAD,

Overwegende dat sommige begrotingsposten 2025 dienen gewijzigd te worden;

Overwegende dat bij de afsluiting van de gemeenterekeningen voor het jaar 2025, *krediettekorten vastgesteld na de definitieve opmaak van het formulier T3 het voorwerp uitmaken van begrotingswijzigingen goedgekeurd door de gemeenteraad (...) Deze begrotingswijzigingen behelzen uitsluitend de uitgaven van de gewone dienst en geschieden overeenkomstig de artikelen 16 en 73 van het A.R.G.C. Deze uitgaven mogen geen nieuwe vastleggingen inhouden;*

BESLIST :

De begroting 2025 van de gemeente te wijzigen en het nieuwe begrotingsresultaat vast te stellen zoals in de tabel in bijlage.

*1 annexe / 1 bijlage
ModBud99.pdf*

Affaires Générales - Algemene Zaken

5 Démission et nomination des représentants du Conseil communal dans les divers organismes intercommunaux – Vivaqua.

LE CONSEIL,

Vu les articles 94, 100, 101 et 120 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant qu'en raison de l'installation du nouveau Conseil Communal il y a lieu de procéder à la désignation des délégués de la commune auprès des divers organismes intercommunaux ;

Considérant qu'il est souhaitable d'assurer la permanence de ces fonctions pour l'ensemble de la période prenant fin en fin de législature (fin 2030) ;

Vu la nomination en Conseil Communal du 26.01.2025 de Mme Alexandra Pasaliu en qualité de candidat administrateur auprès de Vivaqua ;

Considérant la démission de Mme Alexandra Pasaliu en qualité de candidat administrateur

auprès de Vivaqua en date du 4 mars 2026 ;

Vu les statuts de Vivaqua ;

Vu les résultats du vote secret ;

DECIDE :

1. De Prendre acte de la démission de Mme Alexandra Pasaliu en qualité de candidat administrateur auprès de Vivaqua.
2. X, Conseiller.ère Communal.est désigné.e. en qualité de candidat administrateur de Vivaqua.
3. Cette désignation prend effet immédiatement et est valable jusqu'au 31 décembre 2030.
4. De transmettre la présente délibération à Vivaqua.

Ontslag en benoeming van de vertegenwoordigers van de Gemeenteraad bij de meerdere intercommunales – Vivaqua.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 94, 100, 101 en 120 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en haar latere wijzigingen;

Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Overwegende dat het na de vernieuwing van de Gemeenteraad nodig is de vertegenwoordigers van de gemeente bij de meerdere intercommunales en andere instellingen aan te stellen;

Overwegende dat het wenselijk is de bestendigheid van deze functies te verzekeren voor een periode eindigend op het einde van de legislatuur (einde 2030);

Gelet op de benoeming door de Gemeenteraad van 26.01.2025 van mevrouw Alexandra Pasaliu als kandidaat-bestuurder bij Vivaqua;

Overwegende het ontslag van mevrouw Alexandra Pasaliu als kandidaat-bestuurder bij Vivaqua op 4 maart 2026;

Gelet op de statuten van Vivaqua;

Gelet op de resultaten van de geheime stemming;

B E S L U I T :

1. Akte te nemen van het ontslag van mevrouw Alexandra Pasaliu als kandidaat-bestuurder bij Vivaqua.
2. De heer/mevrouw X, gemeenteraadslid, wordt aangeduid als kandidaat-bestuurder bij Vivaqua.
3. Deze aanduiding treedt onmiddellijk in werking en is geldig tot en met 31 december 2030.
4. Deze beraadslaging wordt overgemaakt aan Vivaqua.

**6 Remplacement d'un représentant du Conseil Communal dans les divers organismes – ASBL
Centre Culturel « La Villa »**

LE CONSEIL,

Vu les articles 94, 100, 101 et 120 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu les statuts du Centre Culturel « La Villa » ;

Vu le titre I - article 3. 1° de ces statuts stipulant que les membres associés sont les membres de droit, soit l'Echevin de la culture française et 7 personnes désignées par le Conseil Communal de Ganshoren ;

Vu la démission de Mme Marie Fontaine du groupe Ecolo-Groen comme Conseillère Communale ;

Considérant que Mme Marie Fontaine avait été élu représentante du conseil communale de Ganshoren pour le groupe Ecolo-Groen auprès du centre culturel "La Villa" en séance du 16 décembre 2025 ;

Considérant la candidature de M. Bruno Kestemont ;

DECIDE :

1. De désigner M. Bruno Kestemont du groupe Ecolo-Groen comme représentant du centre culturel "La Villa" en remplacement de Mme Marie Fontaine.
2. Cette désignation prend effet immédiatement et est valable jusqu'à la fin de la législature (décembre 2030) ;
3. De transmettre la présente délibération au Centre Culturel « La Villa ».

**Vervanging van de vertegenwoordigers van de Gemeenteraad in verschillende organen – VZW
Centre Culturel “La Villa”**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 94, 100, 101 en 120 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de statuten van het Centre Culturel “La Villa” ;

Gelet op titel I - artikel 3. 1° van deze statuten waarin gesteld wordt dat de aangesloten leden van rechtswege lid zijn, met name de Schepen voor Franse cultuur en 7 personen aangesteld door de Gemeenteraad van Ganshoren ;

Gezien het ontslag van mevrouw Marie Fontaine uit de fractie Ecolo-Groen als gemeenteraadslid;

Overwegende dat mevrouw Marie Fontaine in de zitting van 16 december 2025 werd verkozen als vertegenwoordigster van de gemeenteraad van Ganshoren voor de fractie Ecolo-Groen bij het cultureel centrum “La Villa”;

Overwegende de kandidatuur van de heer Bruno Kestemont;

BESLUIT :

1. Dhr Bruno Kestemont van Ecolo-Groen te benoemen als vertegenwoordiger van het Centre Culturel “La Villa”, ter vervanging van mevrouw Marie Fontaine.
2. Deze benoeming gaat onmiddellijk in en is geldig tot het einde van de zittingsperiode (december 2030);
3. Deze beraadslaging over te maken aan het Centre Culturel “La Villa”.

P.G.U.I. - Noodplanning

7 Démission du Coordinateur Planification d'Urgence de la commune de Ganshoren - Convention avec la commune de Berchem-Sainte-Agathe - Ratification

LE CONSEIL,

Vu la démission du Coordinateur Planification d'Urgence (CPU) de la commune ;

Vu la nécessité d'assurer la continuité de cette mission en attendant d'engager un nouveau collaborateur qui sera en charge de cette matière ;

Considérant que Philippe Libert assure le remplacement du CPU depuis le 4 mars 2026 ;

Considérant que, en cas d'activation d'une phase stratégique communale dans le cadre du PGUI, il serait opportun de pouvoir faire appel à l'expérience de la CPU de la commune de Berchem-Sainte-Agathe ;

Vu le projet de convention en annexe qui précise les responsabilités en cas de recours aux services de la CPU de la commune de Berchem-Sainte-Agathe (voir en annexe) ;

Vu la décision du Collège, en séance du 26 février 2026, d'approuver cette convention ;

DECIDE :

De ratifier la décision d'approbation de la convention relative au soutien temporaire du CPU de la commune de Berchem-Sainte-Agathe, au CPU f.f. de la commune de Ganshoren.

Ontslag van de Noodplanningscoördinator van de gemeente Ganshoren - Overeenkomst met de gemeente Sint-Agatha-Berchem - Bekrachtiging

DE RAAD,

Gelet op het ontslag van de noodplanningscoördinator van de gemeente;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit van deze opdracht te waarborgen in afwachting van de aanwerving van een nieuwe medewerker die hiervoor verantwoordelijk zal zijn;

Overwegende dat Philippe Libert sinds 4 maart 2026 de noodplanningscoördinator vervangt;

Overwegende dat het, in geval van activering van een gemeentelijke strategische fase in het kader van het ANIP, opportuun zou zijn om beroep te kunnen doen op de ervaring van de noodplanningscoördinator van de gemeente Sint-Agatha-Berchem;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst in bijlage, waarin de verantwoordelijkheden worden gespecificeerd in geval van een beroep op de diensten van de noodplanningscoördinator van de gemeente Sint-Agatha-Berchem (zie bijlage);

Gelet het besluit van het College, tijdens de vergadering van 26 februari 2026, om deze overeenkomst goed te keuren;

BESLUIT:

De beslissing tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de tijdelijke ondersteuning, door de noodplanningscoördinator van de gemeente Sint-Agatha-Berchem, aan de waarnemend noodplanningscoördinator van de gemeente Ganshoren, te bekrachtigen.

2 annexes / 2 bijlagen

OvereenkomstNPC.pdf, ConventionCPU.pdf

Contrat de quartier durable - Duurzaam wijkcontract

8 CQD - Convention d'occupation d'un garage au 18, avenue des Neuf Provinces dans le cadre du projet "Villa Vélo"

LE CONSEIL,

Vu le Contrat de Quartier Durable (CQD) « Villas de Ganshoren » ;

Vu le cahier de programmation, dont le contenu a été validé par le Conseil communal en septembre 2023 et par la Région en décembre 2023;

Vu les projets du volet socio-économique, validés par le Conseil en mars 2024;

Considérant que les projets du volet socio-économique sont financés par le CQD jusque mars 2028 ;

Considérant que la plupart des projets du volet socio-économique nécessitent la mise à disposition, de manière récurrente et occasionnelle de:

- locaux de type bureau,
- salle de réunions,
- espaces de stockage fermés,

des espaces ouverts ;

Vu que, conformément à l'Ordonnance Organique de Revitalisation Urbaine (OORU), les projets socio-économiques doivent se dérouler au sein du périmètre du CQD;

Vu que la commune ne possède que peu de locaux et d'espaces ouverts au sein du périmètre, tandis que LoJeGa possède 80% du bâti et 80% des espaces ouverts du site;

Vu, plus spécifiquement, le projet « Villa Velo », qui vise le développement des mobilités actives et de la cohésion sociale au sein du quartier par l'intermédiaire :

- de cours de vélo pour femmes (les mercredis matin),
- d'un service de transport en tuktuk (vélo-taxi) au bénéfice de personnes à mobilité réduite,
- ainsi que d'un atelier de mécanique vélo.

Considérant qu'actuellement, le matériel de ce projet est dispersé sur plusieurs sites du quartier, tous des locaux appartenant à Lojega :

- flotte de vélos dans une box (235, avenue Van Overbeke),
- tuktuk et matériel complémentaire dans le parking souterrain (avenue Joseph Peereboom),
- atelier vélo à l'outithèque (34, avenue des Neuf Provinces).

Considérant que la Commune a acquit, dans le cadre du CQD, le bâtiment situé au 18 avenue des Neuf Provinces, bâtiment composé de 5 logements et de deux grands garages au rdc et que l'un de ces garages est actuellement vide;

Considérant que ce garage est idéalement situé pour le projet "Villas Vélo", à proximité du hall des sports et d' l'outil-thèque, local dans lequel se tiennent actuellement les cours de réparation vélos au 34, avenue des Neuf Provinces;

DECIDE :

1. D'approuver le projet de convention en pièce jointe et de marquer son accord quant à sa signature, permettant à l'asbl Molembike d'utiliser le garage vide du 18, avenue des Neuf Provinces dans le but de stocker la flotte de vélo servant aux activités suivantes :

- cours de mise en selle pour les femmes et les enfants du quartier,
- ateliers de réparation vélo,
- tuk-tuk (vélo taxi) du quartier

Cette mise à disposition se fait à titre gratuite, moyennant le paiement des charges (eau et électricité) par l'asbl Molembike à la Commune.

(Montant actuellement estimé à 50 EUR / mois).

Article budgétaire de la recette: 92208/16301

DWC - Overeenkomst voor het gebruik van een garage aan de Negen Provincieslaan 18 in het kader van het project "Villa Vélo"

DE RAAD,

Gelet op het Duurzaam Wijkcontract (DWC) “Villas de Ganshoren”;

Gelet op het programma-boekje, waarvan de inhoud in september 2023 door de gemeenteraad en in december 2023 door het Gewest is goedgekeurd;

Gelet op de projecten van het sociaal-economische luik, die in maart 2024 door de Raad zijn goedgekeurd;

Overwegende dat de projecten van het sociaal-economische luik tot maart 2028 door het DWC worden gefinancierd;

Overwegende dat voor de meeste projecten van het sociaal-economische luik op regelmatige en incidentele basis het volgende ter beschikking moet worden gesteld: kantoorruimten, vergaderzalen, afgesloten opslagruimten, open ruimten;

Overwegende dat, overeenkomstig de organieke verordening inzake stadsvernieuwing (OORU), sociaaleconomische projecten moeten plaatsvinden binnen het gebied van het DWC;

Overwegende dat de gemeente slechts over weinig lokalen en open ruimtes binnen het gebied beschikt, terwijl Lojega 80 % van de gebouwen en 80 % van de open ruimtes van de site in bezit heeft;

Gelet op, meer specifiek, het project “Villa Velo”, dat gericht is op de ontwikkeling van actieve mobiliteit en sociale cohesie in de wijk door middel van:

- fietslessen voor vrouwen (op woensdagochtend),
- een tuktuk-vervoersdienst (fietstaxi) ten behoeve van personen met beperkte mobiliteit,
- en een fietsenmakerij.

Overwegende dat het materiaal voor dit project momenteel verspreid is over verschillende locaties in de wijk, allemaal panden die eigendom zijn van Lojega:

- fietsenpark in een box (Van Overbekelaan 235),
- tuktuk en aanvullend materiaal in de ondergrondse parking (Joseph Peereboomlaan),
- fietsenherstelwerkplaats in de gereedschapsotheek (Negen Provincieslaan 34).

Overwegende dat de gemeente in het kader van het DWC het gebouw aan de Negen Provincieslaan 18 heeft aangekocht, een gebouw dat bestaat uit 5 woningen en twee grote garages op de begane grond, waarvan één garage momenteel leeg staat;

Overwegende dat deze garage ideaal gelegen is voor het project “Villas Vélo”, vlakbij de sporthal en de gereedschapsotheek, waar momenteel fietsreparatielessen worden gegeven aan de Negen Provincieslaan 34;

BESLUIT:

1. Het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst goed te keuren en in te stemmen met de ondertekening ervan, waardoor de vzw Molembike de leegstaande garage aan de Negen Provincieslaan 18 mag gebruiken voor de opslag van de fietsen die worden gebruikt voor de volgende activiteiten:

- fietslessen voor vrouwen en kinderen uit de buurt,
- fietsreparatieworkshops,
- tuk-tuks (fietstaxi's) in de wijk.

Deze ruimte wordt gratis ter beschikking gesteld, op voorwaarde dat de vzw Molembike de kosten (water en elektriciteit) aan de gemeente betaalt.

(Bedrag momenteel geraamd op 50 EUR/maand).

Begrotingsartikel voor de ontvangst: 92208/16301

1 annexe / 1 bijlage

20260306_CQD CPAS_CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GARAGE 9P.docx

Chargé de projet - Projectmanager

9 WePulse - Cadre particulier - Domaine HARD RH

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 28 mars 2024 d'adopter la convention entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Ganshoren, réglant les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du F.R.B.R.T.C d'un montant de 226.649,99 EUR, destiné à financer l'investissement visant le développement des solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et des ressources humaines (RH) des communes ;

Vu la décision du Conseil Communal du 28 mars 2024 d'adopter la convention entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune de Ganshoren et le CPAS de Ganshoren réglant les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du F.R.B.R.T.C d'un montant de 150.131,07 EUR, destiné à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et des ressources humaines (RH) des CPAS (prêt qui a été rétrocédé par la commune au CPAS) ;

Vu la décision du Conseil Communal du 28 novembre 2024 d'approuver le modèle de convention, « contrat faitier » de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse et ses annexes ;

Considérant qu'elle prévoit que l'approbation du contrat faitier n'engage pas la commune de Ganshoren à adhérer aux domaines particuliers couverts par le contrat faitier et que l'opportunité d'adhérer aux contrats particuliers sera analysée au regard de l'intérêt communal ;

Vu la décision du Conseil Communal du 27 mars 2025 d'approuver la convention de mandat et d'approuver l'avenant au contrat faitier proposé par Paradigm ;

Considérant la réception d'un cadre particulier relatif au domaine Finance, reçu par la commune en date du 06 juin 2025 ;

Vu sa décision du 26 juin 2025 :

1. De souscrire au volet « BUILD » pour autant que cela n'engendre aucun coût pour la commune de Ganshoren et le CPAS.
2. De ne pas souscrire au volet « RUN » par manque d'information concernant la solution et l'implémentation de celle-ci.

Considérant la réception d'un cadre particulier relatif au domaine HARD RH en date du 13 février 2026 ;

Considérant que, dans le cadre du programme WePulse, le terme BUILD renvoie à la phase de développement des solutions applicatives et des services associés dans les domaines FIN, GRH – Soft HR ou GRH – Hard HR et SOC telle que distinguée dans le Contrat faitier ;

Considérant que, dans le cadre du programme WePulse, le terme RUN renvoie à la phase d'exploitation des solutions applicatives dans les domaines FIN, GRH – Soft HR ou GRH – Hard HR et SOC, telle que distinguée dans le Contrat faitier.

Considérant que le cadre particulier a pour objet :

- de définir, pour le domaine, les conditions particulières de la mise à disposition des services de développement de solutions applicatives et de services IT associés financés par le FRBRTC d'une part (ci-après les « **Services communs** » ou le « **BUILD régional** »), et des services spécifiques proposés par IRISsteam au Pouvoir local dans le cadre du domaine et à charge du Pouvoir local d'autre part (ci-après les « services spécifiques » ou le « **Build à charge du pouvoir local** ») – volet 1 ;
- d'établir un ensemble de dispositions relatives à la délivrance de services et à l'exécution du mandat par ses annexes :

Du Volet 1 « BUILD » :

- la fiche service Build du domaine
- l'engagement de qualité
- la liste des services spécifiques liés à l'exécution du mandat et coût maximal de ces services spécifiques
- l'annexe à la Convention signée de sous-traitance relative au traitement de données à caractère personnel pour le domaine

Du Volet 2 « RUN » :

- la fiche service Run du domaine
- l'engagement de qualité

Considérant qu'il est attendu de la commune et du CPAS d'approuver le volet BUILD et/ou le volet RUN en engageant directement le budget communal à long terme (sur les 10 années à venir) ;

Considérant que les informations financières précises sur les coûts définitifs ne sont pas établies (uniquement une estimation) et qu'il faut additionner des coûts additionnels de transfert de données (volet Build à charge du pouvoir local s'élèvent à un montant entre (détail en annexe) :

BUILD : 72.048€ (PRÊT FRBRTC)

10.800 € et 36.300 € (pour le transfert des données à charge de la commune en 2026 si la commune adhère au RUN)

RUN : 59.603 €/an (à charge de la commune à partir de 2026 ou 2027 ?) ;

Considérant que la charge actuelle pour la commune est estimée à 10.000€ par an (comprenant le logiciel salaire commune et le logiciel salaire ASBL Sports, Loisirs et Culture) ;

Considérant que la commune de Ganshoren et le CPAS de Ganshoren pensent que le projet est un pas en avant pour l'avenir mais estiment que les fonctionnalités réelles du programme connues à ce jour ne répondent pas aux besoins des administrations, ni l'interopérabilité bien que garantie de manière théorique avec notre fonctionnement actuel et qu'il manque de clarté quant aux autres domaines concernés par le programme Wepulse particulièrement pour le domaine Hard RH qui se doit d'avoir une intégration réelle et démontrée avec le domaine Finance, qui ne prévoit pas la fonctionnalité de gestion du temps, qui ne permet pas de couvrir la gestion des salaires pour l'ASBL « Activités Sportives, Culturelles et de Loisirs de Ganshoren » ;

Considérant que l'administration communale, le CPAS et l'ASBL « Activités Sportives, Culturelles et de Loisirs de Ganshoren » ont lancé un marché public commun pour un logiciel de gestion du temps en 2025 ;

Considérant que le logiciel salaire de la commune et de l'ASBL « Activités Sportives, Culturelles et de Loisirs de Ganshoren » répond aux besoins des organisations et qu'il n'y a pas de projet de les remplacer à court terme ;

Considérant qu'il n'est pas possible d'estimer la charge financière de nouveaux logiciels à prévoir dans le futur, si l'on n'adhère pas au RUN via WePulse ;

Considérant qu'à la connaissance de l'administration, il n'y a pas de fin d'exploitation du logiciel ACROPOLE salaire prévue par le fournisseur CIVADIS ;

Considérant que l'administration communale doit néanmoins remplir ses obligations envers le FRBRTC ;

Considérant que la présente délibération est faite en concertation avec le CPAS de Ganshoren et que cette décision est partagée par les deux entités ;

DECIDE :

1. De souscrire au volet « BUILD » pour autant que cela n'engendre aucun coût pour la commune de Ganshoren et le CPAS.
2. De ne pas souscrire au volet « RUN » par manque d'information concernant la solution et l'implémentation de celle-ci.

WePulse - het eigen kader - HARD RH

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 maart 2024 om de overeenkomst goed te

keuren tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de gemeente Ganshoren, waarin de modaliteiten worden geregeld voor het ter beschikking stellen aan de gemeente van een lening van het BGHGT ten bedrage van 226.649,99 euro, bestemd voor de financiering van de investering voor de ontwikkeling van IT-toepassingsoplossingen op het vlak van financieel beheer (FIN) en human resources (HR) van de gemeenten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 maart 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de gemeente Ganshoren en het OCMW van Ganshoren houdende de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling aan de gemeente van een lening van het BGHGT ten bedrage van 150.131,07 EUR, bestemd voor de financiering van de investering gericht op de ontwikkeling van IT-toepassingsoplossingen op het vlak van financieel beheer (FIN) en human resources (HR) van het OCMW (lening die door de gemeente werd terugbetaald aan het OCMW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 november 2024 tot goedkeuring van de modelovereenkomst, “paraplucontract” voor de levering van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de verschillende domeinen van het WePulse-programma voor de informatisering en digitale transformatie van lokale besturen en de bijlagen ervan;

Overwegende dat daarin wordt bepaald dat de goedkeuring van het paraplucontract de gemeente Ganshoren niet verplicht om toe te treden tot de specifieke gebieden die onder het paraplucontract vallen en dat de mogelijkheid van toetreding tot de specifieke contracten zal worden geanalyseerd in het licht van het gemeentelijk belang;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 27 maart 2025 ter goedkeuring van de mandaatovereenkomst en ter goedkeuring van het door Paradigm voorgestelde aanhangsel bij het paraplucontract;

Gelet op de ontvangst van een specifiek kader met betrekking tot het domein Financiën, door de gemeente ontvangen op 6 juni 2025;

Gelet op zijn besluit van 26 juni 2025:

1. In te schrijven op het “BUILD”-luik zolang dit geen kosten met zich meebrengt voor de gemeente Ganshoren en het OCMW
2. Niet in te schrijven op het “RUN”-luik door het gebrek aan informatie over de oplossing en de uitvoering ervan.

Gelet op de ontvangst van een specifiek kader met betrekking tot het HARD HR- domein, op 13 februari 2026;

Overwegende dat, in het kader van het WePulse-programma, de term BUILD verwijst naar de ontwikkelingsfase van de toepassingsoplossingen en geassocieerde diensten in de domeinen FIN, HRM - Zacht HR of HRM - Hard HR en SOC, zoals onderscheiden in het paraplucontract;

Overwegende dat, in het kader van het WePulse-programma, de term RUN verwijst naar de operationele fase van de toepassingsoplossingen in de domeinen FIN, HRM - Zacht HR of HRM - Hard HR en SOC, zoals onderscheiden in het paraplucontract.

Overwegende dat het specifieke kader als doel heeft :

- het definiëren, voor het domein, van de specifieke voorwaarden voor de levering van

diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen en geassocieerde IT-diensten gefinancierd door het BGHGT enerzijds (hierna de “Gemeenschappelijke diensten” of de “Gewestelijke BUILD”), en de specifieke diensten aangeboden door IRISteam aan en ten laste van de Lokale Overheid in het kader van het domein en ten laste van de Lokale Overheid anderzijds (hierna de “Specifieke Diensten” of de “Build ten laste van de Lokale Overheid”) - Luik 1;

- de specifieke voorwaarden vast te leggen met betrekking tot de exploitatie van de diensten waarvoor de Lokale Overheid verantwoordelijk is, zowel voor de gemeenschappelijke Diensten (hierna de “RUN van de specifieke Diensten”) - Luik 2 ;
- een geheel van bepalingen vastleggen met betrekking tot de dienstverlening en de uitvoering van het mandaat via de bijlagen:

Van Luik 1 “BUILD”:

- de Build-dienstfiche van het domein
- de kwaliteitsverbintenis
- de lijst van specifieke diensten gelinkt aan de uitvoering van het mandaat en de maximale kosten van deze specifieke diensten
- de bijlage bij de ondertekende Onderaannemingsovereenkomst inzake de verwerking van persoonsgegevens voor het domein

Van luik 2 “RUN”:

- de RUN-dienstfiche van het domein
- de kwaliteitsverbintenis

Aangezien er van de gemeente en het OCMW wordt verwacht dat ze het BUILD-luik en/of het RUN-luik zouden goedkeuren door de gemeentebegroting direct vast te leggen op lange termijn (de komende 10 jaar);

Overwegende dat de precieze financiële informatie over de definitieve kosten niet is vastgesteld (enkel een schatting) en dat bijkomende kosten voor gegevensoverdracht moeten worden toegevoegd (“Build”-luik ten laste van de plaatselijke overheid voor een bedrag tussen (detail in bijlage):

BUILD : 72.048€ (BGHGT-LENING)

10.800 € en 36.300 € (voor de gegevensoverdracht ten laste van de gemeente in 2026, indien de gemeente toetreedt tot het RUN)

RUN : 59.603 €/an (ten laste van de gemeente vanaf 2026 of 2027 ?);

Overwegende dat de huidige last voor de gemeente wordt geraamd op 10.000€ per jaar (inclusief de salarissensoftware van de gemeente en de salarissensoftware van de VZW “ Sport, Cultuur en Vrije Tijd Ganshoren”);

Overwegende dat de gemeente Ganshoren en het OCMW van Ganshoren van mening zijn dat het project een stap voorwaarts is voor de toekomst, maar van mening zijn dat de echte functionaliteiten van het programma die vandaag bekend zijn, noch de interoperabiliteit, hoewel in theorie gegarandeerd met onze huidige werking, een antwoord bieden op de noden van de beide besturen en dat er een gebrek aan duidelijkheid is over de andere domeinen betrokken bij het WePulse-programma, met name voor het Hard HR- domein, dat een reële en aangetoonde integratie met het Financiën -domein moet hebben, dat geen tijdsregistratiesoftware aanbiedt, dat het beheer van de salarissen van de VZW “ Sport, Cultuur

en Vrije Tijd Ganshoren” niet toelaat;

Gezien het gemeentebestuur, het OCMW en de VZW “ Sport, Cultuur en Vrije Tijd Ganshoren” in 2025 een gezamenlijke overheidsopdracht hebben gelanceerd voor een tijdsregistratiesoftware;

Gezien de salarisssoftware van de gemeente en van de vzw “ Sport, Cultuur en Vrije Tijd Ganshoren” voldoet aan de behoeften van de organisaties en dat er op korte termijn geen plannen zijn om deze te vervangen ;

Gezien het niet mogelijk is de toekomstige financiële last van nieuwe te voorziene software in te schatten indien men niet aansluit bij de RUN via WePulse;

Gezien er, voor zover bij de administratie bekend, door de leverancier CIVADIS geen einde van de exploitatie van de ACROPOLE-salarisssoftware is voorzien;

Overwegende dat het gemeentebestuur niettemin haar verplichtingen ten aanzien van de BGHGT moet nakomen;

Overwegende dat huidige beraadslaging in overleg met het OCMW van Ganshoren is opgesteld en dat deze beslissing door beide entiteiten wordt gedeeld;

BESLUIT :

1. In te schrijven op het “BUILD”-luik voor zover dit geen kosten met zich meebrengt voor de gemeente Ganshoren en het OCMW.
2. Niet in te schrijven op het “RUN” -luik door het gebrek aan informatie over de oplossing en de uitvoering ervan.

22 annexes / 22 bijlagen

Annexe 2.2 - WePulse Engagement sur la Qualité du Service.pdf, Bijlage 1.2 - WePulse - Kwaliteitsverbintenis Dienst.pdf, MOM - WePulse - COMEX 20251218 - rel 1.3 - Extrait Hard HR.pdf, Bijlage 1.4 - Specifieke Gegevensverwerking AVG HARD HR.pdf, Annexe 2.1 - WePulse Fiche Service Run Domaine Hard HR.pdf, Bijlage 2.1 - WePulse Dienst Fiche Run Domein Hard HR.pdf, Annexe 1.2 - WePulse Engagement sur la Qualité du Service.pdf, IRISteam Proposition d'attribution_Hard HR_CSC2025.014.pdf, AC_GAN - CADRE PARTICULIER HARD HR.pdf, IRISteam Proposition d'attribution_Hard HR_CSC2025.014 NL.pdf, AC_GAN - Annexe 1.3 - Liste et coût des Services spécifiques Hard HR Build.pdf, Bijlage 1.1 - WePulse Dienst Fiche Build Domein Hard HR.pdf, Bijlage 2.2 - WePulse - Kwaliteitsverbintenis Dienst.pdf, GB_GAN - Bijlage 1.3 - Lijst en kosten van de Specifieke diensten Hard HR Build.pdf, IRISteam Courrier envoi proposition et recommandation HARD_NL.pdf, Annexe 1.1 - WePulse Fiche Service Build Domaine Hard HR.pdf, IRISteam Courrier envoi proposition et recommandation Hard HR.pdf, 260127 WE PULSE RH_rapport d'analyse des options F.pdf, GB_GAN - SPECIFIEK KADER HARD HR.pdf, 260127 WE PULSE RH_rapport d'analyse des options NL.pdf, Annexe 1.4 - Traitement spécifique RGPD HARD HR.pdf

10 WePulse - Cadre particulier - Domaine SOFT RH

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 28 mars 2024 d'adopter la convention entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Ganshoren, réglant les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du F.R.B.R.T.C d'un montant de 226.649,99 EUR, destiné à financer l'investissement visant le développement des solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et des ressources humaines (RH) des communes ;

Vu la décision du Conseil Communal du 28 mars 2024 d'adopter la convention entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune de Ganshoren et le CPAS de Ganshoren réglant les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du F.R.B.R.T.C d'un montant de 150.131,07 EUR, destiné à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et des ressources humaines (RH) des CPAS (prêt qui a été rétrocédé par la commune au CPAS) ;

Vu la décision du Conseil Communal du 28 novembre 2024 d'approuver le modèle de convention, « contrat faitier » de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse et ses annexes ;

Considérant qu'elle prévoit que l'approbation du contrat faitier n'engage pas la commune de Ganshoren à adhérer aux domaines particuliers couverts par le contrat faitier et que l'opportunité d'adhérer aux contrats particuliers sera analysée au regard de l'intérêt communal ;

Vu la décision du Conseil Communal du 27 mars 2025 d'approuver la convention de mandat et d'approuver l'avenant au contrat faitier proposé par Paradigm ;

Considérant la réception d'un cadre particulier relatif au domaine Finance, reçu par la commune en date du 06 juin 2025 ;

Vu sa décision du 26 juin 2025 :

1. De souscrire au volet « BUILD » pour autant que cela n'engendre aucun coût pour la commune de Ganshoren et le CPAS.
2. De ne pas souscrire au volet « RUN » par manque d'information concernant la solution et l'implémentation de celle-ci.

Considérant la réception d'un cadre particulier relatif au domaine SOFT RH en date du 28 novembre 2025 ;

Considérant que, dans le cadre du programme WePulse, le terme BUILD renvoie à la phase de développement des solutions applicatives et des services associés dans les domaines FIN, GRH – Soft HR ou GRH – Hard HR et SOC telle que distinguée dans le Contrat faitier ;

Considérant que, dans le cadre du programme WePulse, le terme RUN renvoie à la phase d'exploitation des solutions applicatives dans les domaines FIN, GRH – Soft HR ou GRH – Hard HR et SOC, telle que distinguée dans le Contrat faitier.

Considérant que le cadre particulier a pour objet :

- de définir, pour le domaine, les conditions particulières de la mise à disposition des services de développement de solutions applicatives et de services IT associés financés par le FRBRTC d'une part (ci-après les « Services communs » ou le « BUILD régional »), et des services spécifiques proposés par IRISteam au Pouvoir local dans le cadre du

domaine et à charge du Pouvoir local d'autre part (ci-après les « services spécifiques » ou le « Build à charge du pouvoir local ») – volet 1 ;

- de définir les conditions particulières relatives à l'exploitation des services à charge du Pouvoir Local tant pour les Services communs (ci-après, le « RUN des services spécifiques ») – Volet 2 ;
- d'établir un ensemble de dispositions relatives à la délivrance de services et à l'exécution du mandat par ses annexes :

Du Volet 1 « BUILD » :

- la fiche service Build du Domaine
- l'engagement de qualité
- la liste des services spécifiques liés à l'exécution du mandat et coût maximal de ces services spécifiques
- l'annexe à la Convention signée de sous-traitance relative au traitement de données à caractère personnel pour le domaine

Du Volet 2 « RUN » :

- la fiche service Run du Domaine
- l'engagement de qualité

Considérant qu'il est attendu de la commune et du CPAS d'approuver le volet BUILD et/ou le volet RUN en engageant directement le budget communal à long terme (sur les 10 années à venir) ;

Considérant que les informations financières précises sur les coûts définitifs ne sont pas établies (uniquement une estimation) et qu'il faut additionner des coûts additionnels (volet Build à charge du pouvoir local s'élevant à un montant entre :

BUILD : 91.565 € (PRÊT FRBRTC)

5.445 € et 18.186 €

(pour le transfert des données, à charge de la commune en 2026 si adhère au RUN)

RUN : 18.120 € et 21.920 €

(à charge de la commune à partir de 2026 ou 2027 ?);

Considérant que la charge actuelle pour le SOFT RH est de

BUILD : 3.000€ (payé en 2025)

RUN : 7.000€ / an

Considérant que la commune de Ganshoren et le CPAS de Ganshoren pensent que le projet est un pas en avant pour l'avenir mais estiment que les fonctionnalités réelles du programme connues à ce jour ne répondent pas aux besoins des administrations, ni l'interopérabilité bien que garantie de manière théorique avec notre fonctionnement actuel et qu'il manque de clarté quant aux autres domaines concernés par le programme Wepulse particulièrement pour le domaine SOFT RH dont la partie Recrutement est actuellement gérée sur base d'un marché public en cours et avec un fournisseur qui donne satisfactions, que le volet formation, autre gros

volet de la partie SOFT RH n'est pas couverte par la solution WE PULSE, que la partie DF est couverte par la solution HARD RH de la solution WE PULSE et que la partie évaluation n'est pas une priorité pour l'administration communale ;

Considérant que l'administration communale doit néanmoins remplir ses obligations envers le FRBRTC ;

Considérant que cette délibération est faite en concertation avec le CPAS de Ganshoren et que cette décision est partagée par les deux entités ;

DECIDE :

1. De souscrire au volet « BUILD » pour autant que cela n'engendre aucun coût pour la commune de Ganshoren et le CPAS.
2. De ne pas souscrire au volet « RUN » par manque d'information concernant la solution et l'implémentation de celle-ci.

WePulse - het eigen kader - SOFT RH

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 maart 2024 om de overeenkomst goed te keuren tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de gemeente Ganshoren, waarin de modaliteiten worden geregeld voor het ter beschikking stellen aan de gemeente van een lening van het BGHGT ten bedrage van 226.649,99 euro, bestemd voor de financiering van de investering voor de ontwikkeling van IT-toepassingsoplossingen op het vlak van financieel beheer (FIN) en human resources (HR) van de gemeenten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 maart 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de gemeente Ganshoren en het OCMW van Ganshoren houdende de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling aan de gemeente van een lening van het BGHGT ten bedrage van 150.131,07 EUR, bestemd voor de financiering van de investering gericht op de ontwikkeling van IT-toepassingsoplossingen op het vlak van financieel beheer (FIN) en human resources (HR) van het OCMW (lening die door de gemeente werd terugbetaald aan het OCMW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28 november 2024 tot goedkeuring van de modelovereenkomst, "paraplucontract" voor de levering van diensten voor de ontwikkeling de verschillende domeinen van het WePulse-programma voor de informatisering en digitale transformatie van lokale besturen en de bijlagen ervan;

Overwegende dat daarin wordt bepaald dat de goedkeuring van het paraplucontract de gemeente Ganshoren niet verplicht om toe te treden tot de specifieke gebieden die onder het paraplucontract vallen en dat de mogelijkheid van toetreding tot de specifieke contracten zal worden geanalyseerd in het licht van het gemeentelijk belang;

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 27 maart 2025 ter goedkeuring van de

mandaatovereenkomst en ter goedkeuring van het door Paradigm voorgestelde aanhangsel bij het paraplucantract;

Gelet op de ontvangst van een specifiek kader met betrekking tot het domein Financiën, door de gemeente ontvangen op 6 juni 2025;

Gelet op zijn besluit van 26 juni 2025:

1. In te schrijven op het “BUILD” -luik zolang dit geen kosten met zich meebrengt voor de gemeente Ganshoren en het OCMW.
2. Niet in te schrijven op het “RUN”-luik door het gebrek aan informatie over de oplossing en de uitvoering ervan.

Gelet op de ontvangst van een specifiek kader met betrekking tot het domein SOFT HR, door de gemeente ontvangen op 28 november 2025;

Overwegende dat, in het kader van het WePulse-programma, de term BUILD verwijst naar de ontwikkelingsfase van de applicatieoplossingen en geassocieerde diensten in de domeinen FIN, HRM - Zacht HR of HRM - Hard HR en SOC, zoals onderscheiden in het paraplucantract;

Overwegende dat, het kader van het WePulse-programma, de term RUN verwijst naar de operationele fase van de toepassingsoplossingen in de domeinen FIN, HRM - Zacht HR of HRM - Hard HR en SOC, zoals onderscheiden in het paraplucantract;

Overwegende dat het specifieke kader als doel heeft:

- het definiëren, voor het domein, van de specifieke voorwaarden voor de levering van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen en geassocieerde IT-diensten gefinancierd door het BGHGT enerzijds (hierna de “Gemeenschappelijke diensten” of de “Gewestelijke BUILD”), en de specifieke diensten aangeboden door IRISteam aan en ten laste van de Lokale Overheid in het kader van het domein en op kosten van de Lokale Overheid anderzijds (hierna de “Specifieke Diensten” of de “Bouw op kosten van de Lokale Overheid”) - Luik 1;
- de specifieke voorwaarden vast te leggen met betrekking tot de werking van de diensten waarvoor de Lokale Overheid verantwoordelijk is, zowel voor de Gemeenschappelijke Diensten (hierna de “Specifieke Diensten RUN”) – Luik 2;
- een geheel van bepalingen vastleggen met betrekking tot de dienstverlening en de uitvoering van het mandaat via de bijlagen:

Van luik 1 “BUILD”:

- de Build-dienstfiche van het domein
- de kwaliteitsverbintenis
- de lijst van specifieke diensten gelinkt aan de uitvoering van het mandaat en de maximale kosten van deze specifieke diensten
- de bijlage bij de ondertekende Onderaannemingsovereenkomst inzake de verwerking van persoonsgegevens voor het domein

Van luik 2 “RUN”:

- de RUN-dienstfiche van het domein
- de kwaliteitsverbintenis

Aangezien er van de gemeente en het OCMW wordt verwacht dat ze het BUILD-luik en/of het

RUN-luik goedkeuren voor gemeentelijke begroting op lange termijn (de komende 10 jaar);

Overwegende dat de precieze financiële informatie over de definitieve kosten niet is vastgesteld (enkel een schatting) en dat bijkomende kosten moeten worden toegevoegd ("Build"-luik ten laste van de plaatselijke overheid voor een bedrag tussen):

BUILD : 91.565 € (BGHGT-LENING)

5.445 € et 18.186 €

(ten laste van de gemeente in 2026, indien de ze toetreedt tot het RUN)

RUN : 18.120 € en 21.920 €

(ten laste van de gemeente vanaf 2026 of 2027 ?);

Gezien de huidige last voor de SOFT RH:

BUILD : 3.000€ (betaald en 2025)

RUN : 7.000€ / jaar

Overwegende dat de gemeente Ganshoren en het OCMW van Ganshoren van mening zijn dat het project een stap voorwaarts is voor de toekomst, maar van mening zijn dat de echte functionaliteiten van het programma die vandaag bekend zijn, noch de interoperabiliteit, hoewel in theorie gegarandeerd met onze huidige werking, en dat er een gebrek aan duidelijkheid is over de andere domeinen waarop het WePulse-programma betrekking heeft, met name voor het Soft HR- domein, waarbij het onderdeel "Recrutering" momenteel wordt beheerd op basis van een lopende overheidsopdracht en met een leverancier die naar behoren presteert, dat het luik "Opleiding", een ander belangrijk onderdeel van de SOFT-HR-onderdelen, niet wordt gedekt door de WePulse-oplossing, dat het onderdeel "Functiebeschrijving" wel wordt gedekt door de HARD-HR-oplossing van de WePulse-oplossing, en dat het onderdeel Evaluatie geen prioriteit vormt voor het gemeentebestuur;

Overwegende dat het gemeentebestuur niettemin haar verplichtingen ten aanzien van de BGHGT moet nakomen;

Overwegende dat huidige beraadslaging in overleg met het OCMW van Ganshoren werd opgesteld en dat deze beslissing door beide entiteiten wordt gedeeld;

BESLUIT:

1. In te schrijven op het "BUILD"-luik zolang dit geen kosten met zich meebrengt voor de gemeente Ganshoren en het OCMW.
2. Niet in te schrijven op het "RUN"-luik door het gebrek aan informatie over de oplossing en de uitvoering ervan.

16 annexes / 16 bijlagen

Bijlage 1.2 - WePulse - Kwaliteitsverbintenis Dienst.pdf, AC_GAN - Annexe 1.3 - WePulse - Liste et coûts des Services spécifiques Build - Domaine Soft HR.pdf, Annexe 1.4 - WePulse - Traitement spécifique RGPD Soft HR.pdf, AC_GAN - WePulse - Cadre particulier - Domaine Soft HR.pdf, GB_GAN - WePulse - Specifiek kader - Domein Soft HR.pdf, Bijlage 1.4 - WePulse - Specifieke Gegevensverwerking AVG Soft HR.pdf, Annexe 1.2 - WePulse - Engagement sur la Qualité du Service.pdf, Annexe 2.2 - WePulse - Engagement sur la Qualité du Service.pdf, Annexe 1.1 - WePulse

- Fiche Service volet Build - Domaine Soft HR.pdf, Bijlage 2.2 - WePulse - Kwaliteitsverbintenis Dienst.pdf, Annexe 2.1 - WePulse - Fiche Service volet Run - Domaine Soft HR.pdf, Bijlage 1.1 - WePulse - Dienstfiche Build - Domein Soft HR.pdf, Bijlage 2.1 - WePulse - Dienstfiche Run - Domein Soft HR.pdf, GB_GAN - Bijlage 1.3 - WePulse - Lijst en kosten van de Specifieke diensten Build - Domein Soft HR.pdf, 260127 WE PULSE RH_rapport d'analyse des options F.pdf, 260127 WE PULSE RH_rapport d'analyse des options NL.pdf

Environnement - Leefmilieu

11 Validation du Plan Action Climat de la commune de Ganshoren

LE CONSEIL,

Vu l'obligation des autorités publiques de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 90% en 2040 pour atteindre la neutralité en carbone pour 2050 ;

Considérant qu'un inventaire des émissions GES a été établi pour l'administration communale ainsi que pour le territoire de la commune ;

Vu sa décision du 25.09.2025 de valider le diagnostic des risques et vulnérabilités aux effets du changement climatique pour le territoire de Ganshoren et valider le document de diagnostic AFOM ;

Considérant l'ensemble des objectifs opérationnels et stratégiques fixés sur base des PAC des autres communes et des objectifs régionaux (fichier excel en annexe) ;

Considérant que ce PAC donne une direction stratégique à la commune concernant sa stratégie environnementale pour l'administration et le territoire ;

Considérant que les actions listées sont définies sous réserve d'une analyse budgétaire et de faisabilité qui sera établit avec les services concernés, sous réserve des budgets disponibles ;

Considérant que l'ensemble des actions qui seront réalisées dépendra de cette analyse budgétaire et de faisabilité et que le PAC est, de ce fait, un document donnant une direction stratégique et non opérationnel ;

Considérant l'ensemble des actions d'atténuation des impacts sur le dérèglement climatique (fichier excel en annexe) ;

Considérant les actions d'adaptation aux risques pour l'administration et pour l'ensemble du territoire (fichier excel en annexe) ;

Considérant la présentation pdf pour la CCUEM qui reprend les tenants et aboutissants du plan climat de Ganshoren (pdf en annexe) ;

Considérant qu'une CCUEM a été organisée le 02 mars 2026 afin de présenter les grands axes du plan climat de Ganshoren aux membres du Conseil communal ;

DÉCIDE :

1. De valider la vision stratégique durable définie pour la commune de Ganshoren, afin d'atténuer les impacts sur le dérèglement climatique (fichier excel en annexe).
2. De valider la vision stratégique durable définie pour la commune de Ganshoren afin

d'adapter l'administration et le territoire aux futures risques climatiques (fichier excel en annexe).

3. De valider les objectifs stratégiques et opérationnels en lien avec les actions du plan climat (fichier excel en annexe).

Goedkeuring van het Klimaatactieplan van de gemeente Ganshoren

DE RAAD,

Gelet op de verplichting voor overheidsinstanties om hun uitstoot van broeikasgassen (BKG) tegen 2040 met 90% te verminderen om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken;

Overwegende dat er een inventaris van de BKG-emissies werd opgesteld voor zowel het gemeentebestuur als voor het grondgebied van de gemeente;

Gelet op zijn besluit van 25.09.2025 tot goedkeuring van de diagnose van de risico's en kwetsbaarheden voor de gevolgen van de klimaatverandering voor het grondgebied van Ganshoren en de goedkeuring van het SWOT-diagnosedocument;

Gelet op alle operationele en strategische doelstellingen die zijn vastgelegd op basis van de Klimaatactieplannen (KAP) van andere gemeenten en de gewestelijke doelstellingen (Excel-bestand in bijlage);

Overwegende dat dit KAP een strategische koers uitzet voor de gemeente wat betreft haar milieustrategie voor de administratie en het grondgebied;

Overwegende dat de opgelijste acties gedefinieerd zijn onder voorbehoud van een budgettaire analyse en haalbaarheidsstudie die samen met de betrokken diensten zal worden opgesteld, en onder voorbehoud van de beschikbare budgetten;

Overwegende dat het geheel van de uit te voeren acties zal afhangen van deze budgettaire en haalbaarheidsanalyse en dat het KAP bijgevolg een document is dat een strategische en geen operationele richting aangeeft;

Gelet op alle acties ter verzachting (mitigatie) van de impact op de klimaatverstoring (Excel-bestand in bijlage);

Gelet op de acties voor aanpassing (adaptatie) aan de risico's voor de administratie en voor het hele grondgebied (Excel-bestand in bijlage);

Overwegende dat op 2 maart 2026 een vergadering van de Adviescommissie voor Stedenbouw, Leefmilieu en Mobiliteit werd georganiseerd om de hoofdlijnen van het klimaatplan van Ganshoren toe te lichten aan de leden van de Gemeenteraad;

Gelet op de PDF-presentatie voor de Adviescommissie voor Stedenbouw, Leefmilieu en Mobiliteit die de kernpunten en implicaties van het klimaatplan van Ganshoren bevat (PDF in bijlage);

BESLIST:

1. De duurzame strategische visie goed te keuren die voor de gemeente Ganshoren is vastgelegd om de impact op de klimaatverstoring te verzachten (Excel-bestand in bijlage).
2. De duurzame strategische visie goed te keuren die voor de gemeente Ganshoren is vastgelegd om de administratie en het grondgebied aan te passen aan de toekomstige

klimaatrisico's (Excel-bestand in bijlage).

3. De strategische en operationele doelstellingen in verband met de acties van het klimaatplan goed te keuren (Excel-bestand in bijlage).

3 annexes / 3 bijlagen

Klimaatactieplan - doelstellingen en maatregelen_definitieve versie voor het College_14012026.xlsx, Plan action climat - objectifs et actions_version finale pour le collège_14012026.xlsx, Présentation PAC Admin & Territoire_CCUEM_19012026_FR-NL.pdf

12 **Avenant à la Convention "Appel à projets durables de Bruxelles Environnement - SUB/2022/AC_Ganshoren/APcom/ZD/Biodechets" relative au développement du projet « Biodéchets »**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 22.12.2022 d'approuver la convention avec Bruxelles Environnement portant la référence SUB/2022/AC_Ganshoren/APcom/ZD/Biodechets relative au développement du projet « Biodéchets » ;

Considérant que l'inventaire général des dépenses doit être transmis au plus tard pour le 31 mars 2026 ;

Considérant que la dernière dépense liée à ce subside concerne l'achat d'un tamis rotatif (marché MBE/2025/TP/117/Tamis rotatif - CE des 20/10/2025 et 20/11/2025) ;

Considérant que l'adjudicataire du marché a rencontré des problèmes d'approvisionnement en matériaux pour la construction dudit tamis ;

Considérant que la preuve de paiement par l'Administration communale ne pourra, dès lors, pas être produite avant la fin du mois de mars 2026 ;

Considérant l'opportunité de conclure un avenant à la convention initiale afin de garantir l'éligibilité des dépenses (Avenant en annexe) ;

DÉCIDE :

D'approuver l'avenant à la convention portant la référence SUB/2022/AC_Ganshoren/APcom/ZD/Biodechets avec Bruxelles Environnement, prévoyant la prolongation de ladite convention jusqu'au 30 juin 2026.

Bijlage bij de Overeenkomst "Oproep van Leefmilieu Brussel voor Duurzame projecten - SUB/2022/AC_Ganshoren/APcom/ZD/Biodechets" voor de verdere ontwikkeling van het bioafval-project;

DE RAAD,

Gelet op zijn besluit van 22.12.2022 tot goedkeuring van de overeenkomst met Leefmilieu Brussel met referentie SUB/2022/AC_Ganshoren/APcom/ZD/Biodechets voor de verdere ontwikkeling van het bioafval-project;

Overwegende dat de algemene uitgavenstaat uiterlijk op 31 maart 2026 moet worden ingediend;

Overwegende dat de laatste uitgave in het kader van deze subsidie de aankoop van een trommelzeef betreft (opdracht MPE/2025/TP/117/TamisRotatif - CE van 20/10/2025 en 20/11/2025);

Overwegende dat de firma waaraan de opdracht werd gegund, te kampen heeft met leveringsproblemen van materialen voor de constructie van de trommelzeef;

Overwegende dat het betalingsbewijs van het gemeentebestuur bijgevolg niet vóór eind maart 2026 beschikbaar zal zijn;

Gelet op de mogelijkheid om een addendum bij de overeenkomst af te sluiten teneinde de subsidiabiliteit van de uitgaven te waarborgen (bijvoegsel in bijlage);

BESLIST:

Het addendum bij de overeenkomst met Leefmilieu Brussel met referentie "SUB/2022/AC_Ganshoren/APcom/ZD/Biodechets", tot verlenging van de overeenkomst tot 30 juni 2026, goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

AVENANT_20260303_SUB_AC_Ganshoren2022_ZD_Biodechets.pdf

Travaux Publics - Openbare Werken

13 Contrat de bail du stand de tir au hall des sports situé rue Vanderveken 114

LE CONSEIL,

Considérant que le contrat de bail actuel pour le stand de tir arrive à échéance le 31 mars 2026 ;

Considérant qu'il convient de passer un nouveau contrat de bail pour le stand de tir ;

Vu le projet de contrat de bail en annexe ;

DECIDE :

D'approuver le contrat de bail du stand de tir au hall des sports situé rue Vanderveken 114 tel que joint en annexe.

Huurovereenkomst betreffende de schietstand in de sporthal gelegen Vandervekenstraat 114

DE RAAD,

Overwegende dat de huidige huurovereenkomst voor de schietstand op 31 maart 2026 afloopt;

Overwegende dat er een nieuwe huurovereenkomst voor de schietbaan moet worden gesloten;

Gelet op het ontwerp van huurovereenkomst in bijlage;

BESLUIT:

De huurovereenkomst voor de schietstand in de sporthal gelegen Vandervekenstraat 114, zoals opgenomen in bijlage, goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

ContratStandTir.pdf, OvereenkomstSchietstand.pdf

Culture Néerlandaise - Nederlandse Cultuur

14 Culture néerlandaise – Demande d’approbation du rapport « Lokaal Cultuurbeleidsplan Ganshoren 2026-2031 »

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale, qui vise à mener une politique qualitative et durable en accordant une attention particulière au développement de la communauté, à l’éducation culturelle et à l’accès des groupes moins favorisés ;

Considérant que le Service de la Culture néerlandophone, le Centre communautaire De Zeyp et la bibliothèque néerlandophone — ensemble dénommés les « partenaires décrétaux » — doivent élaborer un Plan de politique culturelle au début de chaque nouvelle période de programmation ;

Considérant que le Centre de services local De Ronde et l’École de Devoirs élargie de Ganshoren, en tant que partenaires supplémentaires de la politique culturelle locale, ont également été associés à la réalisation de ce plan ;

Vu le Plan de politique culturelle de Ganshoren 2026-2031 annexé, qui définit pour la période concernée les lignes directrices dans le cadre desquelles les acteurs culturels développeront leurs initiatives ;

Vu les différentes annexes jointes à ce Plan de politique culturelle, à savoir :

- Annexe 1. Convention entre la commune de Ganshoren et la Commission communautaire flamande relative à la politique culturelle locale ;
- Annexe 1.1. à cette convention entre la commune de Ganshoren et la VGC ;
- Annexe 1.2. à cette convention entre la commune de Ganshoren et la VGC ;
- Annexe 1.3. à cette convention entre la commune de Ganshoren et la VGC ;
- Annexe 1.4. à cette convention entre la commune de Ganshoren et la VGC ;
- Annexe 2. Note d’infrastructure entre la commune de Ganshoren et le Centre communautaire De Zeyp ;

Considérant que ce rapport doit être approuvé par le Collège, afin d’être ensuite soumis au Conseil communal du 26 mars 2026 ;

Considérant que, après les approbations du Collège et du Conseil communal, le Plan de politique culturelle doit être remis à la Commission communautaire flamande et à la Communauté flamande pour le 1er avril 2026 au plus tard.

DÉCIDE :

1. D’approuver le rapport « Lokaal Cultuurbeleidsplan Ganshoren 2026-2031 » ;
2. D’approuver la convention entre la commune de Ganshoren et la Commission communautaire flamande relative à la politique culturelle locale, y compris toutes les annexes jointes à cet accord ;
3. D’approuver la note d’infrastructure entre la commune de Ganshoren et le GC De Zeyp.

Nederlandse Cultuur – Aanvraag tot goedkeuring van het Lokaal Cultuurbeleidsplan Ganshoren 2026-2031

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid, waarbij een kwalitatief en duurzaam beleid nagestreefd wordt met speciale aandacht voor gemeenschapsvorming, cultuureducatie en het bereiken van kansengroepen;

Overwegende dat de Dienst Nederlandse Cultuur, het Gemeenschapscentrum De Zeyp en de Nederlandstalige bibliotheek – samen de “decretale partners” genoemd – bij aanvang van elke nieuwe beleidsperiode een Cultuurbeleidsplan dienen op te stellen;

Overwegende dat het Lokaal Dienstencentrum De Rotonde en de Brede School Ganshoren als bijkomende partners van het lokaal cultuurbeleid ook betrokken waren bij de realisatie van het plan;

Gelet op het in bijlage gevoegd Cultuurbeleidsplan Ganshoren 2026-2031, dat voor de gestelde periode de krijtlijnen vastlegt waarbinnen de culturele actoren hun initiatieven zullen ontwikkelen;

Gelet op de verschillende bijgevoegde bijlagen op dit Cultuurbeleidsplan, met name:

- Bijlage 1. Overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de Vlaamse Gemeenschapscommissie betreffende het lokaal cultuurbeleid;
 - Bijlage 1.1. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC;
 - Bijlage 1.2. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC;
 - Bijlage 1.3. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC;
 - Bijlage 1.4. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC;
- Bijlage 2. Infrastructuurnota tussen de gemeente Ganshoren en het Gemeenschapscentrum De Zeyp;

Overwegende dat dit rapport dient goedgekeurd te worden door het College, om vervolgens voorgelegd te worden aan de Gemeenteraad van 26 maart 2026;

Overwegende dat het Cultuurbeleidsplan na de goedkeuringen van het College en de Gemeenteraad, voor 1 april 2026 moet worden ingediend bij de Vlaamse Gemeenschapscommissie en bij de Vlaamse Gemeenschap.

BESLUIT:

1. Het Cultuurbeleidsplan Ganshoren 2026-2031 goed te keuren;
2. De overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de Vlaamse Gemeenschapscommissie

betreffende het lokaal cultuurbeleid, met inbegrip van alle bijlagen aan deze overeenkomst, goed te keuren;

3. De infrastructuurnota tussen de gemeente Ganshoren en het GC De Zeyp goed te keuren.

8 annexes / 8 bijlagen

Bijlage 1_Overeenkomst tussen de Gemeente Ganshoren en de VGC.pdf, Annexe 1_Convention entre la commune de Ganshoren et la VGC.pdf, Bijlage 1.3. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC.pdf, Bijlage 2_Infrastructuurnota tussen de gemeente Ganshoren en het Gemeenschapscentrum De Zeyp_2020_2025.pdf, Bijlage 1.4 Overzicht kosten per gemeente voor de basisinfrastructuur digitale bibliotheek.pdf, Cultuurbeleidsplan Ganshoren 2026-2031.pdf, Bijlage 1.2. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC.pdf, Bijlage 1.1. bij deze overeenkomst tussen de gemeente Ganshoren en de VGC.pdf